



## EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille vingt le 26 mai, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, par visioconférence, après convocation légale en date du 20 mai 2020, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

### **Etaient présents :**

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, M. BAILLARGEAT, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. CASTETS, Mme QUERAL, M. BODIN, Mme BAYLE, M. SABOURAUD, Mme HOLGADO, Mme LUCKHAUS, Conseillers Municipaux.

### **Etaient excusés et représentés par pouvoir:**

M. MONMARCHON à M. WINTERSHEIM, Mme LANDAIS à Mme QUERAL

### **Etaient excusés:**

M. GEDON, Mme BERTHIOT

### **Etaient absents:**

M. INOCENCIO, M. GABARD

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M.SABOURAUD est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 21

Conseillers votants : 23

Pour : 23

Contre : 0

Abstention : 0

### **5 – EXONÉRATION PARTIELLE DE LA REDEVANCE DES CONVENTIONS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC EN RAISON DE L'ÉTAT D'URGENCE SANITAIRE - AUTORISATION DU MAIRE À SIGNER**

#### **Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité**

En raison de la propagation du virus du COVID-19 dans la population, le Parlement a adopté le 23 mars 2020 une loi d'urgence instituant un état d'urgence sanitaire.

Par décret n°2020-423 du 14 avril 2020 complétant le décret n°2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et afin d'en ralentir la propagation, le Gouvernement a décidé la fermeture des bars, restaurants et de nombreux commerces autres qu'alimentaires (notamment les activités de loisirs, les librairies, l'habillement...).

Afin de soutenir ces commerçants confrontés à des difficultés sans précédent, la Ville de Blaye souhaite les accompagner pendant cette période inédite de confinement et mettre en place des mesures immédiates destinées à répondre aux urgences de trésorerie.

L'article L.2125-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques dispose que nul ne peut occuper le domaine public sans un titre l'y habilitant et que toute occupation du domaine doit donner lieu au règlement d'une redevance.

L'ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 qui modifie l'ordonnance n°2020-319 prévoit la possibilité de suspendre le paiement des redevances d'occupation du domaine public si l'occupant subit des conditions d'exploitations dégradées dans des proportions manifestement excessives au regard de sa situation financière. Ces textes permettent leurs suspensions pour la période allant du 16 mars 2020 jusqu'à la fin de l'état d'urgence sanitaire, soit le 23 juillet 2020.

Considérant les circonstances exceptionnelles et l'impossibilité pour les occupants des dépendances du domaine

public de pouvoir exercer leur activité professionnelle pendant une longue période, la ville souhaite les soutenir.

Pour se faire, il faut distinguer les deux types d'occupation du domaine public qui existent et se composent de la façon suivante :

- Les autorisations temporaires et précaires du domaine public, prises par arrêtés municipaux puisqu'elles relèvent d'un pouvoir propre du maire sur le fondement de l'article L.2122-22 du CGCT,
- Les conventions d'occupation du domaine public, qui sont des contrats détaillant la nature de l'occupation et les droits de l'occupant et qui doivent faire l'objet d'une délibération du conseil municipal si elles sont constitutives de droits réels.

Par arrêté municipal n° 2020/109 du 12 mai 2020, Monsieur le Maire a exonéré les commerçants des redevances des autorisations temporaires du domaine public concernant les terrasses, les étalages et les chevalets.

Ce projet vise à autoriser le Monsieur le Maire à accorder une exonération partielle aux bénéficiaires d'une convention d'occupation du domaine public conformément à l'Ordonnance n°2020-319

Les occupants pourront être exonérés de redevance pour la période comprise entre le 16 mars et la date de leur réouverture ou à défaut le 23 juillet 2020 au plus tard. Pour se faire, ils devront adresser une demande en mairie qui devra remplir les critères suivants :

- L'occupant devra démontrer les périodes d'inactivité qu'il a subi par rapport à une année normale,
- L'occupant devra avoir subi des conditions d'exploitation très dégradées qui ont causé une perte de chiffre d'affaire de plus de 50% par rapport à la même période l'année précédente.

Seront concernés par ce dispositifs les occupants de la Citadelle ainsi que des allées marines.

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser le Monsieur le Maire à accorder cette exonération partielle aux occupants du domaine public qui en font la demande et qui remplissent les critères évoqués précédemment.

La commission n°3 (Politique De La Ville - Urbanisme Et Patrimoine) s'est réunie le 18 mai 2020 et a émis un avis favorable.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 18 mai 2020 et a émis un avis favorable.

**Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Certifié exécutoire pour avoir été reçu  
à la Sous-Préfecture le 28/05/20  
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-  
20200526-61329-AU-1-1

Pour le Maire empêché,  
Monsieur Francis RIMARK

